

MESSAGE N° 118 13 janvier 2009
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif
aux crédits supplémentaires compensés du budget
de l'Etat de Fribourg pour l'année 2008

Conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi sur les finances de l'Etat, nous vous soumettons le rapport concernant les crédits de paiement supplémentaires acceptés par le Conseil d'Etat, dans le cadre de l'exécution du budget cantonal de l'exercice 2008.

La rigueur dans l'exécution du budget est un principe très largement respecté par les services et établissements. Cette règle souffre cependant quelques exceptions lorsque – en particulier – des circonstances nouvelles, particulières et imprévisibles viennent remettre en cause les prévisions. De telles situations peuvent entraîner des dépassements qui obligent alors les services et établissements à requérir un supplément de crédit.

Les différentes demandes en la matière ont toutes fait l'objet d'une justification par les secteurs et Directions concernés. Les requêtes ont été examinées par la Direction des finances avant d'être soumises au Conseil d'Etat. Le dossier complet des arrêtés du Conseil d'Etat relatifs aux augmentations de crédits budgétaires a été transmis à la Commission des finances et de gestion.

Au total, pour l'exercice 2008, 31 crédits de paiement supplémentaires ont été ouverts. Ils concernent les services et rubriques comptables suivants:

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux Fr.	Crédits budgétaires suppl. Fr.
POUVOIR JUDICIAIRE			853 450
2100	Tribunal cantonal		
318.089	Assistance judiciaire civile	170 000	80 000
2105	Tribunaux d'arrondissements		
301.101	Traitements du personnel administratif	5 370 940	100 000
311.100	Achats de mobilier	24 900	25 250
318.089	Assistance judiciaire civile	1 805 000	60 000
330.011	Pertes sur créances, affaires pénales	2 400 000	370 000
330.012	Pertes sur créances, affaires civiles	141 000	30 000
2120	Justices de paix		
301.100	Traitements du personnel	2 444 720	100 000
301.300	Allocations sociales	13 800	38 200
318.065	Frais d'assistance judiciaire	80 000	50 000
INSTRUCTION PUBLIQUE, CULTURE ET SPORT			1 573 440
3200	Secrétariat général		
318.049	Travaux informatiques effectués par des tiers	56 000	14 000
351.000	Contributions pour la fréquentation d'écoles hors du canton	1 500 000	300 000
351.005	Contribution à la Haute école spécialisée de Suisse occidentale	12 396 350	1 082 440
3240	Collège Ste-Croix		
314.100	Entretien et rénovation des immeubles	460 000	135 500
3258	Haute école spécialisée santé		
310.100	Fournitures de bureau	86 000	25 000
3272	Conservatoire		
310.102	Publications et publicité	25 790	10 500
318.008	Frais d'examens	48 000	6 000

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux Fr.	Crédits budgétaires suppl. Fr.
SÉCURITE ET JUSTICE			99 800
3355	Service de l'application des sanctions pénales et des prisons		
301.118	Traitements du personnel auxiliaire	40 000	35 000
314.100	Entretien et rénovation des immeubles	225 000	64 800
INSTITUTIONS, AGRICULTURE ET FORÊTS			1 839 000
3415	Service des communes		
310.106	Matériel de votations	-	39 000
3425	Service de l'agriculture		
364.025	Subventions cantonales pour la lutte contre les épizooties et pour les frais de Sanima	800 000	1 650 000
365.000	Subventions cantonales	429 000	150 000
ÉCONOMIE ET EMPLOI			2 873 200
3505	Promotion économique du canton de Fribourg		
330.007	Pertes sur cautionnements	-	855 800
365.061	Contributions au service de l'intérêt pour les petites et moyennes entreprises en région de plaine	1 420 000	500 000
3542.1	Service de la formation professionnelle		
318.038	Visites aux apprentis	338 000	117 400
3570	Service des transports et de l'énergie		
318.000	Prestations de service par des tiers	260 000	160 000
564.009	Subventions cantonales à la Compagnie des Transports Publics Fribourgeois pour les investissements	4 000 000	1 100 000
564.012	Subventions cantonales à la Compagnie du chemin de fer du Lötschberg pour les investissements	890 000	140 000
SANTÉ ET AFFAIRES SOCIALES			1 185 050
3605	Service de la santé publique		
310.100	Fournitures de bureau	33 000	10 000
318.000	Prestations de service par des tiers	243 900	14 450
319.002	Frais de protection de la population	116 000	72 000
365.000	Subventions cantonales	101 230	7 600
365.067	Subventions cantonales pour les soins et l'aide familiale à domicile	4 802 430	125 000
3620	Hôpital psychiatrique cantonal		
314.100	Entretien et rénovation des immeubles	945 000	100 000
3645	Service de la prévoyance sociale		
364.030	Subventions individuelles pour les frais d'accompagnement dans les établissements médico-sociaux pour personnes âgées	45 530 000	806 000
3650	Service de l'action sociale		
362.019	Subventions cantonales aux communes pour les mesures d'insertion sociale	325 000	50 000
FINANCES			27 310
3730	Service du personnel et d'organisation		
311.100	Achats de mobilier	40 000	2 850
312.000	Chauffage	1 500	4 500
314.101	Aménagement d'immeubles loués	-	3 700
316.100	Locations de locaux	20 760	16 260
AMÉNAGEMENT, ENVIRONNEMENT ET CONSTRUCTIONS			1 050 000
3815	Routes cantonales – aménagement		
331.003	Amortissements des routes	15 630 270	1 050 000
GESTION PAR PRESTATIONS			80 000
	Section lacs et cours d'eau		
	Groupe de produits (4000)		
	– Lacs et cours d'eau	1 671 299	80 000
TOTAL			9 581 250

Les 31 arrêtés de crédits supplémentaires de l'exercice 2008 se répartissent de la manière suivante entre les différents pouvoirs et directions:

	<u>Nombre d'arrêtés</u>	<u>Montant Fr.</u>
Pouvoir judiciaire	5	853 450
Instruction publique, culture et sport	7	1 573 440
Sécurité et justice	1	99 800
Institutions, agriculture et forêts	2	1 839 000
Economie et emploi	5	2 873 200
Santé et affaires sociales	8	1 185 050
Finances	1	27 310
Aménagement, environnement et constructions	2	1 130 000
	<u>31</u>	<u>9 581 250</u>

Concernant ces arrêtés, il convient d'apporter encore les précisions suivantes:

- comparativement à ce qui s'est produit durant les exercices 1990–2007, le volume de francs des crédits supplémentaires 2008 est inférieur d'un tiers à la moyenne (14,9 millions de francs par an sur la période) et, rapporté au total des dépenses effectives budgétisées, il est également inférieur à cette moyenne 1990–2007 (0,33% en 2008 contre 0,78% sur la période considérée). Le nombre de crédits supplémentaires se maintient en outre dans la moyenne de ces dix dernières années. Le tableau qui suit illustre le propos:

<u>Année</u>	<u>Nombre d'arrêtés</u>	<u>Montant total des crédits supplémentaires en mioS</u>	<u>Montant total des crédits supplémentaires en% du total des dépenses effectives budgétisées</u>
1990	58	19,583	1,58
1991	57	28,708	2,06
1992	63	14,946	0,94
1993	47	14,063	0,79
1994	32	4,185	0,23
1995	38	12,143	0,66
1996	43	20,647	1,09
1997	36	7,340	0,38
1998	33	5,403	0,27
1999	27	15,266	0,75
2000	29	21,265	1,00
2001	27	7,579	0,35
2002	27	15,164	0,69
2003	23	12,622	0,54
2004	24	13,547	0,57
2005	33	26,073	1,07
2006	29	18,390	0,73
2007	32	10,923	0,41
2008	31	9 581	0,33

- contrairement aux exercices précédents où l'on relevait une forte concentration des dépassements de crédits sur un nombre restreint de secteurs, des crédits supplémentaires ont dû être octroyés en 2008 à toutes les directions;
- les correctifs apportés dans le cadre de la budgétisation ont permis de restreindre progressivement le volume des dépassements de crédits. C'est notamment le cas

dans le domaine «santé-social» qui, jusqu'à un passé très récent, était à l'origine d'importantes requêtes de suppléments de crédits;

- conformément à la règle, la couverture des crédits supplémentaires sollicités a consisté en une réduction d'autres charges, à une exception près. Dans ce dernier cas, qui concerne une perte sur cautionnement, la compensation a été opérée sous forme d'un prélèvement sur une provision précisément constituée pour faire face à de telles situations.

En conclusion, nous vous invitons à ratifier l'ensemble des crédits supplémentaires ouverts par le Conseil d'Etat, à charge des comptes 2008.

BOTSCHAFT Nr. 118 13. Januar 2009
des Staatsrates an den Grossen Rat
zum Dekretsentwurf über die kompensierten
Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates
Freiburg für das Jahr 2008

Gemäss Artikel 35 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates unterbreiten wir Ihnen den Bericht über die zusätzlichen Zahlungskredite, die der Staatsrat im Rahmen der Ausführung des kantonalen Voranschlags des Jahres 2008 genehmigt hat.

Der Grundsatz der unbedingten Einhaltung des Voranschlags wird von den Diensten und Anstalten weitestgehend respektiert. Trotzdem kommt es vor, dass besondere und unvorhersehbare Umstände zu Budgetüberschreitungen führen, die die Dienststellen und Anstalten dazu zwingen, einen Nachtragskredit zu beantragen.

Die verschiedenen Nachtragskreditbegehren wurden von den betreffenden Dienststellen und Direktionen begründet und der Finanzdirektion zur Prüfung unterbreitet, die sie anschliessend dem Staatsrat vorlegte. Sämtliche Staatsratsbeschlüsse über die Erhöhung von Voranschlagskrediten wurden der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission zugestellt.

Für das Rechnungsjahr 2008 wurden insgesamt 31 zusätzliche Zahlungskredite eröffnet, die die folgenden Dienststellen und Budgetpositionen betreffen:

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voranschlags- kredite Fr.	Nachtrags- kredite Fr.
RICHTERLICHE BEHÖRDE			
2100	Kantonsgesicht		853 450
318.089	Unentgeltliche Rechtspflege Zivilsachen	170 000	80 000
2105	Bezirksgerichte		
301.101	Gehälter des Verwaltungspersonals	5 370 940	100 000
311.100	Anschaffung von Mobilien	24 900	25 250
318.089	Unentgeltliche Rechtspflege Zivilsachen	1 805 000	60 000
330.011	Debitorenverluste, Strafsachen	2 400 000	370 000
330.012	Debitorenverluste, Zivilsachen	141 000	30 000
2120	Friedensgerichte		
301.100	Gehälter des Personals	2 444 720	100 000
301.300	Sozialzulagen	13 800	38 200
318.065	Kosten der unentgeltlichen Rechtspflege	80 000	50 000
ERZIEHUNG, KULTUR UND SPORT			1 573 440
3200	Generalsekretariat		
318.049	Von Dritten ausgeführte Informatikarbeiten	56 000	14 000

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voranschlags- kredite	Nachtrags- kredite
		Fr.	Fr.
351.000	Beiträge für den Besuch von Schulen ausserhalb des Kantons;	1 500 000	300 000
351.005	Beitrag an die Fachhochschule Westschweiz;	12 396 350	1 082 440
3240	Kollegium Hl. Kreuz		
314.100	Gebäudeunterhalt und -renovierung	460 000	135 500
3258	Fachhochschule für Gesundheit		
310.100	Büromaterialien	86 000	25 000
3272	Konservatorium		
310.102	Publikationen und Werbung	25 790	10 500
318.008	Prüfungskosten	48 000	6 000
<u>SICHERHEIT UND JUSTIZ</u>			<u>99 800</u>
3355	Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse		
301.118	Gehälter des Hilfspersonals	40 000	35 000
314.100	Gebäudeunterhalt und -renovierung	225 000	64 800
<u>INSTITUTIONEN UND LAND- UND FORSTWIRTSCHAFT</u>			<u>1 839 000</u>
3415	Amt für Gemeinden		
310.106	Abstimmungsmaterial	–	39 000
3425	Amt für Landwirtschaft		
364.025	Kantonsbeiträge für die Bekämpfung von Tierseuchen und Kostenbeiträge an die Sanima	800 000	1 650 000
365.000	Kantonsbeiträge	429 000	150 000
<u>VOLKSWIRTSCHAFT</u>			<u>2 873 200</u>
3505	Wirtschaftsförderung Kanton Freiburg		
330.007	Verluste auf Bürgschaften	–	855 800
365.061	Zinskostenbeiträge für kleinere und mittlere Betriebe im Flachland	1 420 000	500 000
3542.1	Amt für Berufsbildung		
318.038	Lehrlingsbesuche	338 000	117 400
3570	Amt für Verkehr und Energie		
318.000	Dienstleistungen Dritter	260 000	160 000
564.009	Kantonale Investitionsbeiträge an die Freiburger Verkehrsbetriebe	4 000 000	1 100 000
564.012	Kantonale Investitionsbeiträge an die Lötschbergbahn	890 000	140 000
<u>GESUNDHEIT UND SOZIALES</u>			<u>1 185 050</u>
3605	Amt für Gesundheit		
310.100	Büromaterialien	33 000	10 000
318.000	Dienstleistungen Dritter	243 900	14 450
319.002	Kosten Bevölkerungsschutz	116 000	72 000
365.000	Kantonsbeiträge	101 230	7 600
365.067	Kantonsbeiträge für die spitalexterne Krankenpflege und die Familienhilfe	4 802 430	125 000
3620	Kantonales Psychiatrisches Spital		
314.100	Gebäudeunterhalt und -renovierung	945 000	100 000
3645	Sozialvorsorgeamt		
364.030	Individualbeiträge für die Betreuungskosten in den Pflegeheimen	45 530 000	806 000
3650	Kantonales Sozialamt		
362.019	Kantonsbeiträge an die Gemeinden für die Massnahmen zur sozialen Eingliederung	325 000	50 000
<u>FINANZEN</u>			<u>27 310</u>
3730	Amt für Personal und Organisation		
311.100	Anschaffung von Mobilien	40 000	2 850
312.000	Heizung	1 500	4 500
314.101	Ausbau von Mietliegenschaften	–	3 700
316.100	Räume, Mieten	20 760	16 260
<u>RAUMPLANUNG, UMWELT UND BAUWESEN</u>			<u>1 050 000</u>
3815	Kantonsstrassen – Ausbau		
331.003	Abschreibungen auf Strassen	15 630 270	1 050 000

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voranschlags- kredite	Nachtrags- kredite
		Fr.	Fr.
<u>LEISTUNGSORIENTIERTE FÜHRUNG</u>			
			<u>80 000</u>
	Sektion Gewässer		
	Produktgruppe (4000)		
	– Gewässer	1 671 299	80 000
TOTAL			9 581 250

Die 31 Nachtragskreditbeschlüsse des Rechnungsjahrs 2008 verteilen sich wie folgt auf die verschiedenen Behörden und Direktionen:

	Anzahl Beschlüsse	Betrag Fr.
Richterliche Behörde	5	853 450
Erziehung, Kultur und Sport	7	1 573 440
Sicherheit und Justiz	1	99 800
Institutionen und Land- und Forstwirtschaft	2	1 839 000
Volkswirtschaft	5	2 873 200
Gesundheit und Soziales	8	1 185 050
Finanzen	1	27 310
Raumplanung, Umwelt und Bauwesen	2	1 130 000
	<u>31</u>	<u>9 581 250</u>

Zu diesen Nachtragskreditbeschlüssen ist noch Folgendes zu sagen:

– Im Vergleich zu den Rechnungsjahren 1990–2007 liegen die sich auf 9,6 Millionen Franken belaufenden Nachtragskredite betragsmässig rund ein Drittel unter dem Durchschnitt (14,9 Millionen Franken pro Jahr über diesen Zeitraum) und auch gemessen an den gesamten effektiven Ausgaben (0,33% im Jahr 2008 gegenüber 0,78% im Vergleichszeitraum) fallen sie niedriger aus als der Durchschnitt. Anzahlmässig liegen die Nachtragskredite weiterhin im Schnitt der letzten zehn Jahre, wie auch aus der folgenden Tabelle hervorgeht:

Jahr	Anzahl Beschlüsse	Gesamtbetrag der Nachtragskredite in Mio.	Gesamtbetrag der Nachtrags- kredite in% der gesamten budgetierten effektiven Ausgaben
1990	58	19,583	1,58
1991	57	28,708	2,06
1992	63	14,946	0,94
1993	47	14,063	0,79
1994	32	4,185	0,23
1995	38	12,143	0,66
1996	43	20,647	1,09
1997	36	7,340	0,38
1998	33	5,403	0,27
1999	27	15,266	0,75
2000	29	21,265	1,00
2001	27	7,579	0,35
2002	27	15,164	0,69
2003	23	12,622	0,54
2004	24	13,547	0,57
2005	33	26,073	1,07
2006	29	18,390	0,73
2007	32	10,923	0,41
2008	31	9 581	0,33

- Entgegen den letzten Rechnungsjahren, in denen sich die Kreditüberschreitungen auf einige wenige Bereiche beschränkten, mussten 2008 allen Direktionen Nachtragskredite gewährt werden.
- Dank der im Rahmen der Budgetierung vorgenommenen Korrekturen konnte der Umfang der Kreditüberschreitungen allmählich abgebaut werden. Dies gilt insbesondere für den Bereich «Gesundheit-Soziales», der bis vor kurzem Gegenstand erheblicher Nachtragskreditbegehren war.

- Die beantragten Nachtragskredite wurden bis auf einen Fall vorschriftsgemäss über Aufwandminderungen kompensiert. Bei der Ausnahme, die einen Bürgerschaftsverlust betrifft, erfolgte die Kompensation über die Entnahme aus einem speziell für solche Fälle eingerichteten Fonds.

Demnach beantragen wir Ihnen, alle Nachtragskredite zu genehmigen, die der Staatsrat zu Lasten der Staatsrechnung 2008 eröffnet hat.

Décret

du

relatif aux crédits supplémentaires compensés du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2008

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 35 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu le budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2008;

Vu le message du Conseil d'Etat du 13 janvier 2009;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

Les crédits supplémentaires compensés relatifs au budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2008, ouverts en faveur des Directions auprès de l'Administration des finances et portant sur un montant total de 9 581 250 francs, sont approuvés.

Art. 2

¹ Le présent décret n'est pas soumis au referendum financier.

² Il entre immédiatement en vigueur.

Dekret

vom

über die kompensierten Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2008

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 35 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

gestützt auf den Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2008;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 13. Januar 2009;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Die kompensierten Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2008, die bei der Finanzverwaltung zu Gunsten der Direktionen in einem Gesamtbetrag von 9 581 250 Franken eröffnet worden sind, werden genehmigt.

Art. 2

¹ Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.

² Es tritt sofort in Kraft.